

SG/II/GC

## VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux le neuf mars, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme BENET, M. COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, M. LARRIGOLE, M. LAVAUD, Mme. DANRE, Mme. FERRET, M. GARCIA, Mme. SANTINI, Mme JULIAN, Mme BARRAU-FERRET, M. JULIAN, Mme. FITO, M. FUMET, M. NOLOT, M. PENAVALAIRE, M. DENARD, Mme FABRESSE-ROCA,  
Absence de Mme Chrystel DA CONCEICAO.

Ont donné mandat :

M. Laurent ROUGE à M. Jean-Paul PUJOL, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme. Dominique JOLIS – PAILHIEZ, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BENET,  
Mme. Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET, Mme COURRIERE-CALMON à Mme Catherine FABRESSE-ROCA, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA,

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 21

Nombre de procurations : 11

Nombre de votants : 32

Date de la convocation : 2 mars 2022

Date de l'affichage par extrait : 15 mars 2022

Secrétaire de séance : M. Guy VIVES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220309-2022-028-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/03/2022

Affichage : 16/03/2022

Pour le Maire empêché, Le  
premier-adjoint, Jean-Paul PUJOL



**OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'IMMEUBLES COMMUNAUX AU PROFIT DU CCAS DE LEZIGNAN-CORBIERES**

**RAPPORTEUR : SYLVIE DANRÉ**

Le CCAS est un établissement public administratif de la ville de Lézignan Corbières, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale.

Il exerce ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Dans le respect de l'autonomie du CCAS, dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, d'une recherche d'optimisation des coûts, la ville de Lézignan Corbières apporte au CCAS pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise.

**Vu** les articles L1311-15 et L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**Vu** le règlement des aides facultatives du CCAS adopté par décision de son Conseil d'Administration du 7 juillet 2021

**Vu** le projet de convention annexé à la présente délibération.

**Considérant** que la ville est propriétaire de trois bâtiments à usage d'habitation qui ne sont pas ou sont peu occupés ;

**Considérant** que le CCAS, dans l'exercice de ses compétences sociales facultatives, peut être amené à assurer l'hébergement d'urgence de personnes en difficulté ;

**Considérant** que le CCAS ne possède pas de patrimoine immobilier et que cette convention de mise à disposition participe à la recherche d'une plus grande efficience et d'une rationalisation des moyens ;

**Considérant** qu'en contrepartie de cette mise à disposition, le CCAS versera à la ville 3 500 € pour la mise à disposition et 1 700 € en remboursement des frais d'assurance, et consommation d'électricité, eau et gaz.

Il est proposé au Conseil Municipal

- D'adopter la convention de mise à disposition d'immeubles communaux au profit du CCAS de Lézignan-Corbières
- D'autoriser le Maire à signer ladite convention et à en assurer l'exécution.

**Sur présentation et proposition de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Adopte** la convention de mise à disposition d'immeubles communaux au profit du CCAS de Lézignan-Corbières
- **Autorise** le Maire à signer ladite convention et à en assurer l'exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

Le Maire  
Gérard FORCADA



# **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'IMMEUBLES COMMUNAUX AU PROFIT DU CCAS DE LEZIGNAN CORBIERES**

## **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La commune de Lézignan-Corbières représentée par M. Gérard FORCADA, Maire, agissant ès qualités au nom et pour le compte de ladite commune de Lézignan-Corbières, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du ....., et désignée ci-après « la Ville »

D'UNE PART,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale de Lézignan-Corbières, représenté par M. Jean-Paul PUJOL Vice-Président, et désigné ci-après « le CCAS »

D'AUTRE PART,

## **LESQUELS ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Mise à disposition des locaux**

La Ville met à la disposition du preneur un local dont la désignation suit. Le CCAS sera autorisé à sous-louer les logements.

### **Article 2 – Désignation des locaux**

Les locaux mis à la disposition du CCAS dont la Ville est propriétaire sont :

- 1 immeuble à usage d'habitation enregistré sous la référence cadastrale section AE numéro 810 et AE 811 situés 6 et 8 Rue LAVOISIER.
- 1 immeuble à usage d'habitation et ses dépendances enregistré sous la référence cadastrale section AD numéro 138 situé Place Cabrié.

### **Article 3– destination**

Les locaux mis à la disposition du CCAS sont à usage exclusif de logement d'urgence pour l'accueil d'une durée maximale de 6 mois de familles en difficultés.

Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord de la Ville et sous peine de résiliation de plein droit de la convention par celle-ci.

La Ville se réserve le droit de pouvoir utiliser en partie ces locaux, l'occupation se fera en concertation avec le CCAS.

### **Article 4 – Durée de la convention**

La présente mise à disposition qui débutera le 1<sup>er</sup> avril 2022 est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée à l'expiration de chaque période annuelle par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois avant la date d'échéance



### **Article 5 – Reprise des locaux**

La Ville se réserve le droit de récupérer les locaux pour quelque cause que ce soit, et à toute époque de l'année, moyennant le respect d'un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 6 – Indemnités pour occupation**

La présente mise à disposition des locaux est consentie moyennant le versement d'une indemnité pour occupation annuelle de 600 € par logement, payable à terme échu et prorata temporis, (établie sur la logique de 50 € par mois et par logement), entre les mains de Monsieur le Receveur Municipal.

### **Article 7 – Entretien des locaux**

Le CCAS s'engage à faire maintenir les lieux conformes à leur composition initiale. Il répondra de toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition, à l'exclusion de celles résultant de la vétusté.

Il doit signaler immédiatement à la Ville, par écrit ou par téléphone, au cas de nécessité impérieuse, tous les désordres qui interviendraient, tous les sinistres qui se produiraient dans les lieux occupés même s'il n'en résultait aucun dégât apparent.

Les réfections, modifications ou transformations des locaux feront l'objet d'accords conclus entre les deux parties.

La Ville assurera toutes les réparations nécessaires autres que celles à la charge du CCAS qui sont définies par les articles 1754 et 1755 du Code Civil, ainsi que les lois et règlements en vigueur notamment le décret du 26 août 1987.

Pour les travaux et réparations incombant au CCAS, celui peut se faire assister par la Ville en contrepartie du paiement des coûts comprenant notamment les frais de personnel et le coût d'achat du matériel.

### **Article 8 – Charges d'exploitation**

La Ville prend en charge les frais d'assurance, ainsi que des abonnements et frais des consommations en eau et en électricité.

En contrepartie le CCAS versera à la Ville un forfait de 1 700 € par an.

Le CCAS assurera le nettoyage des lieux, du mobilier et du matériel de façon à les maintenir en parfait état de propreté.

### **Article 9 – Assurance**

La Ville assume les assurances relatives aux immeubles mis à disposition du CCAS.

La Ville se réserve le droit de se retourner contre le CCAS si les dégâts résultent d'une utilisation de l'immeuble non conforme à sa destination et donc non couvert par l'assurance.

### **Article 10 – Responsabilités**

A compter de la date d'entrée en vigueur, telle que définie au paragraphe 5, le CCAS utilisera les lieux et biens sans souffrir qu'il y soit commis de dégradations ou détériorations à peine d'en demeurer responsable. L'ouverture et la fermeture des locaux relèvent de la responsabilité du CCAS.

### **Article 11 – Impôts et taxes**

Le CCAS remboursera à la Ville tous les impôts et taxes afférents aux bâtiments mis à disposition.

**Article 12 – Contrôles**

Les représentants qualifiés de la Ville auront accès, à tout moment, aux locaux mis à disposition pour en vérifier l'état et prescrire les travaux nécessaires.

**Article 13 – Contentieux**

En l'absence de solution amiable, il est expressément stipulé que le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent pour connaître de tout litige lié à l'exécution de la présente convention.

**Article 14 – Clause résolutoire**

En cas d'infraction aux dispositions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit sans formalité et sans indemnité pour le preneur.

Si, après résiliation, pour quelque motif que ce soit, le CCAS occupait toujours les lieux, la Ville pourra saisir le juge des référés d'une demande d'ordonnance d'expulsion.

Fait en double exemplaire à Lézignan-Corbières le .....

**Pour la Ville,**

**Pour le CCAS,**

**le Maire de Lézignan-Corbières**

**le Vice-président du CCAS**